

## Pérou

## Accès égal pour les communautés quechuas

Rosana Taipe Sanchez, représentante de l'ONG ADECAP au Pérou, est venue visiter l'équipe de l'ASTM au Luxembourg en mi-février. Son organisation ADECAP (Asociación de Defensa y Desarrollo de las Comunidades Andinas del Perú) lutte contre la pauvreté et la marginalisation des communautés quechuas qui vivent dans les Andes du Pérou.

## Sandy Fournelle

Rosana est née dans un village quechua et connaît la problématique sur place. Elle est médecin de formation et elle aime le contact direct avec les populations des montagnes péruviennes. Le travail de ADECAP lui tient particulièrement à cœur, son père est un des membres fondateurs de l'organisation.

Lors de sa visite au Luxembourg, elle nous a raconté son travail sur le terrain. Depuis 1989 nous soutenons les activités de ADECAP qui sont liés à la promotion de la santé des populations indigènes. Pour la période de 2010 à 2012, l'ASTM s'est donné comme objectif d'atteindre 800 nouvelles familles dans 92 communautés.

## Les quechuas - une population délaissée par les autorités

Les Quechuas sont des descendants des Incas et le plus important peuple indigène de l'Amérique du Sud. Ils habitent principalement dans les régions andines du Pérou, en Bolivie, en Equateur, mais on les trouve aussi moins nombreux au sud de la Colombie, au nord de l'Argentine et au Chili. Tous ces territoires correspondent à l'ère d'expansion de l'empire Inca.

Environ 50% de la population du Pérou sont des indigènes, dont 90 % sont des Quechuas. Malgré leur nombre important ils sont fortement discriminés au Pérou. La paysannerie péruvienne indigène de langue quechua est systématiquement exclue de la vie économique, sociale, culturelle et politique économique, sociale et culturelle.

Elle souffre d'une participation et représentativité politique quasi inexistante. Aucun parti ne s'est donné comme vocation de lutter pour leurs droits. Les quelques représentants indigènes qui réussissent à se faire élire, renient dans la plupart des cas leur origine indigène et s'alignent sur les idées du parti adhérent. Actuellement une seule femme quechua élue au Parlement porte la tenue indigène traditionnelle et s'engage ouvertement pour l'émancipation des populations autochtones.

A l'origine Ce manque de participation à la vie politique est attribuable à plusieurs facteurs. Premièrement la barrière linguistique: l'élite politique est hispanophone et les campagnes électorales se font en Espagnol. Deuxièmement, un manque d'information sur le processus de vote et les candidats qui se sont présentés à l'élection. La situation géographique des communautés indigènes est un facteur qui accentue encore leur isolement de la sphère politique. Les autorités publiques ne s'intéressent pas spécialement à la population indigène, qui habite loin des centres de pouvoir. Pour améliorer cette situation, l'ASTM soutient actuellement un projet de ADECAP qui consiste à intégrer les communautés indigènes à participer dans l'élaboration du budget participatif municipal.

## Accès inégal aux soins de santé

Pour les populations quechuas vivant sur les hauts des plateaux des Andes, l'accès aux soins de santé est un défi. Un recensement national de la population indigène effectué en 2007 a montré que 60 % des personnes recen-



Photo: ASTM

► Rosana Taipe Sanchez de ADECAP lutte pour l'accès au soin de santé des Quechuas.

sées n'avaient pas accès à un centre de santé. Les centres de soin et hôpitaux sont loin pour les indigènes vivant dans les zones rurales. Il n'est pas rare que des indigènes meurent suite à des infections ou maladies courantes qui sont évitables et guérissables. Ainsi le niveau de mortalité est particulièrement élevé parmi la population indigène, comparé au reste de la population péruvienne. De même pour la mortalité maternelle, qui est très élevée parmi la population indigène pauvre vivant dans les zones rurales du Pérou. Ils ne reçoivent pas les mêmes soins pendant leur grossesse ou à l'accouchement que les femmes vivant dans les villes. Les femmes accouchantes rencontrant des complications ne peuvent souvent pas être transférées à temps dans des centres d'urgence.



Encore d'autres obstacles sont l'absence d'information sur la santé maternelle et le manque de personnel médical parlant le quechua. S'y ajoute que les populations indigènes ne sont pas enregistrées dans les communes et ne possèdent pas de carte d'identité. Dès lors ils n'existent pas sur le papier et ne peuvent pas être hospitalisés.

ADECAP lutte pour un accès égal des communautés indigènes aux soins médicaux et les informent sur leurs droits en matière de santé. L'organisation travaille prioritairement sur la santé des mères et des enfants, qui sont particulièrement précarisés. L'organisation forme les membres des communautés dans les notions d'hygiène de base, comme par exemple le lavage régulier des mains, le brossage des dents, la conservation des aliments et améliore les infrastructures de base comme des cuisinières qui permet une évacuation de la fumée vers l'extérieur, des systèmes d'eaux ou des installations sanitaires.

La plupart des membres des communautés indigènes sont des analphabètes et les formations nécessitent des méthodes interactives qui s'appuient sur des dessins et des jeux de rôle.

### Réduire la malnutrition dans la province de Tayacaja

ADECAP est surtout actif dans la province Tayacaja dans la région Huanavelica, qui est la région la plus pauvre du Pérou avec un taux de pauvreté de 66,1 %. En comparaison, la moyenne nationale est seulement à 31,3 % (2010). De même pour la malnutrition chronique, 50% de la population indigène est concernée.

Pour contrer le problème de la sous-alimentation chronique, ADECAP promeut les jardins de légumes familiaux, qui offre aux populations indigènes une certaine autonomie alimentaire. Les Quechuas sont aussi formés dans des techniques agro-écologiques. Les

collaborateurs de ADECAP offrent des semences aux indigènes pour diversifier leur production agricole et compléter leur régime alimentaire.

### Objectif à long terme : responsabilisation du Gouvernement

L'Etat péruvien reconnaît la nature multiculturelle de sa population dans la Constitution de 1993. Cette Constitution prévoit des droits égaux pour toute la nation, n'importe leur origine ethnique. La Constitution de 1993 mentionne aussi spécifiquement le caractère officiel des langues quechua et aymara, en plus de celui de l'Espagnol. Même si les droits des communautés autochones ont été renforcés par la Constitution de 1993, la réalité sur le terrain se présente de façon très différente. Les droits des indigènes sont loin d'être respectés dans le quotidien. Le problème majeur et qu'ils ne sont nullement informés de leurs droits citoyens. Dans les écoles, les classes bilingues restent toujours une exception plutôt qu'une norme.

ADECAP s'est donné comme mission d'informer les communautés des Andes que leur Etat a des responsabilités envers eux et qu'ils peuvent réclamer leurs droits. L'information est un outil important pour l'émancipation de la population indigène. ADECAP lutte aussi pour la responsabilisation progressive de l'Etat et collabore déjà avec les services locaux du Ministère de la santé, dans la perspective de les impliquer dans la résolution des problèmes auxquels les indigènes sont confrontés. L'expertise de ADECAP en matière de prévention de la santé est largement reconnue au niveau national et aussi par les autorités publiques. L'objectif à long terme est de responsabiliser le gouvernement péruvien pour qu'il construise une politique démocratique et non-discriminatoire qui représente les intérêts de toutes les ethnies péruviennes. ■



Photo: ASTM

► 60% de la population indigène du Pérou n'ont pas accès à un centre de santé.

Sandy Fournelle est membre de l'ASTM.